

Le débat porte plutôt sur la situation des 408,000 chômeurs de l'Est du Canada, sur leur impuissance à participer à l'activité canadienne, celle d'aujourd'hui et de demain, et à contribuer au développement de notre pays. Ce sont des situations que nous voulons signaler aujourd'hui, car notre parti est disposé, quand il formera le gouvernement, à assumer sérieusement ses responsabilités en ce qui concerne les besoins essentiels de ceux qui vivent dans les cinq provinces de l'Est.

Dépouillé de la façon dont l'avaient paré le premier ministre et ses collègues, l'engagement qu'ils ont pris vers la fin des années 60, apparaît comme un échec. Loin de s'amoin-drir, les inégalités entre les diverses régions se sont accentuées. L'écart économique s'agrandit et s'aggrave. Pour faire disparaître ou simplement pour grignoter les disparités, il faudrait que les régions pauvres aient un rythme de croissance, je ne dirai pas égal à la moyenne nationale, mais supérieur à celui des provinces riches. On en est loin, puisqu'en réalité il est plus faible.

● (1520)

Je vais en donner diverses preuves. Mais c'est sans doute la comparaison des taux de chômage entre 1970—le ministère avait été créé un an auparavant—et la fin 1976 qui sans doute fait le mieux ressortir l'inefficacité des mesures gouvernementales en matière de disparités régionales. En 1970, alors que le ministère commençait à accomplir sa mission, le taux de chômage national était de 5.7 p. 100 alors que celui des provinces atlantiques se situait à 6.2 p. 100: l'écart tournait donc autour de 8.7 p. 100 entre la moyenne canadienne et la moyenne atlantique. En 1971, taux de chômage national de 6.2 p. 100, taux atlantique de 7.1 p. 100. En 1972, taux national de 6.2 p. 100, taux atlantique de 7.8 p. 100. En 1973, 5.6 p. 100 et 8 p. 100 respectivement. En 1974, 5.4 et 8.5 p. 100. En 1975, 6.9 et 9.9 p. 100. En 1976, 7.1 p. 100 contre 11 p. 100.

Donc en l'espace de sept ans, pendant cette période où le gouvernement fédéral était censé atténuer les disparités régionales, l'écart entre le taux de chômage national et le taux de chômage atlantique est passé de 8.7 p. 100 aux 55 p. 100 de l'an dernier. Si ce sont là les performances dont le gouvernement aime à se vanter, que le Ciel nous en délivre! Les citoyens du Canada atlantique et du Québec ne peuvent plus attendre une minute de plus.

Voyons les conséquences de la situation actuelle au niveau des investissements privés, que le gouvernement a voulu théoriquement aider avec ses derniers budgets. Sur ce plan les disparités ne font que s'accroître, et pourtant les investissements privés, sont la source même des créations d'emplois et des accroissements de revenus. En ce qui concerne les intentions privées d'investissement dans l'industrie manufacturière, il y a une hausse très minime de 3.5 p. 100 pour l'ensemble du Canada, alors que chez nous la baisse est générale: 11.6 p. 100 à Terre-Neuve, 35.6 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard, 8 p. 100 en Nouvelle-Écosse, 11.6 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Cela fait pour l'ensemble de la région atlantique une baisse de 10.7 p. 100. Comme je l'ai dit il y a un instant, ils ont augmenté de 3.5 p. 100 pour l'ensemble du Canada.

Chômage régional

Il est évident que l'écart dans le rendement et la production a empiré. Sur le plan de la production intérieure réelle en 1976, la moyenne canadienne était de 4.6 p. 100, mais le Québec a accusé la hausse la plus faible de toutes les dix provinces avec 2.9 p. 100. Pour les autres provinces de l'Est, elle a varié de 3.1 p. 100 à Terre-Neuve à 3.8 p. 100 en Nouvelle-Écosse, tous des chiffres bien inférieurs à la moyenne canadienne. Il est évident que l'écart augmente dans le domaine du chômage; après chaque ralentissement successif des affaires, l'écart entre le reste du Canada et le Québec et les provinces atlantiques ne reste pas plus grand, mais augmente. L'année dernière, alors que les cinq provinces de l'Est comptaient près de la moitié des chômeurs au Canada, seulement 18 p. 100 des nouveaux emplois ont été créés dans ces cinq provinces, et le ministre des Finances (M. Macdonald) a eu le front d'admettre dans un récent discours qu'il a fait sur son dernier budget que son budget n'allait pas changer la situation au cours de l'année à venir. Quel bel engagement à diminuer les disparités régionales!

Je crois qu'on peut déceler deux raisons qui montrent bien pourquoi le gouvernement actuel, avec les vastes ressources dont il dispose, a présidé à l'élargissement de l'écart entre nos régions. La première est qu'il s'est presque entièrement fié aux paiements de transfert des deux gouvernements pour éliminer les disparités. Il n'a presque rien fait pour aider nos régions dites pauvres à b]

rsé aux gouvernements provinciaux en paiements de péréquation et de transfert. Les investissements productifs dans la région atlantique ont donc représenté moins du sixième des sommes qui y ont été dépensées pour maintenir les services dans ces provinces. Ce chiffre ne tient même compte du 1.3 milliard de plus qui a été dépensé dans la région au chapitre des allocations familiales, des pensions et de l'assurance-chômage.

Tout cela est assez mauvais, mais si on compare les chiffres que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard) a déposés au comité il y a quelques soirs, on se rend compte de l'évolution alarmante des dépenses de fonds fédéraux. En 1971-1972, les dépenses du programme de développement régional atteignaient 141.2 millions de dollars, alors que les paiements de péréquation et de transfert versés aux gouvernements provinciaux s'établissaient à 696.2 millions. Toutefois, en 1975-1976, les dépenses faites dans le cadre du programme du MEER ont seulement atteint 204 millions de dollars comme je l'ai dit, tandis que les paiements de péréquation et de transfert atteignaient 1,238.4 millions, ce qui montre que les fonds dépensés par le MEER, pour créer des emplois, un climat plus productif, ont augmenté de 65 p. 100 sur cette période de cinq ans, de 65 à 70 p. 100, tandis que pendant la même période, les paiements de transfert ont augmenté de plus de 90 p. 100. Cela montre que le gouvernement actuel ne cherche pas vraiment des remèdes efficaces au chômage chronique.